

Mémorial

du



Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg.

Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, le 30 janvier 1954.

N° 4

Samstag, den 30. Januar 1954.

Avis. — Relations extérieures. — Le 7 janvier 1954, S.A. R. Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience S. Exc. R. Mgr. Ephrem *Forni* pour la remise des lettres l'accréditant en qualité d'Internonce Apostolique auprès de la Cour grand-ducale.

A la même occasion, S. Exc. R. Mgr. Ephrem *Forni* a remis les lettres de rappel de son prédécesseur. — 7 janvier 1954.

Avis. — Relations extérieures. — Le 16 janvier 1954 S.A. R. Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, S. Exc. M. Charles-Pierre *Hébert*, Ambassadeur, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Canada.

A la même occasion S. Exc. M. *Hébert* a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur. — 19 janv. 1954.

Avis. — Relations extérieures. — Le 16 janvier 1954 S.A. R. Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance S. Exc. M. le Dr. Ramon *Hernandez Ron*, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Venezuela.

A la même occasion S. Exc. M. le Dr. *Hernandez Ron* a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur. — 19 janvier 1954.

Arrêté grand-ducal du 11 janvier 1954 portant nomination des membres des Conseils de revision prévus par l'article 9 de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'article 9 de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 10 décembre 1953 portant modification des articles 59 et 71 de l'arrêté grand-ducal du 21 août 1953 concernant les modalités de recensement, de recrutement et d'incorporation des appelés, les conditions de fonctionnement des Conseils de revision et du Conseil mixte, ainsi que la procédure à suivre devant ces conseils, pris en exécution de l'article 11 de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Force Armée et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Sont nommés membres des Conseils de revision pour la durée de deux ans :

a) *district de Luxembourg* :

MM. Ernest, *Wurth*, commissaire de district à Luxembourg, Président,
François Goerens, juge de paix à Luxembourg,

Dr. Joseph *Linster*, médecin à Luxembourg,
Dr. Pierre *Felten*, médecin militaire,
Oscar *Heldenstein*, capitaine de l'Armée.

b) *district de Diekirch*:

MM. André *Origer*, commissaire de district à Diekirch, Président,
Oscar *Schiltz*, juge de paix à Diekirch,
Dr. Paul Hetto, médecin à Diekirch,
Dr. Paul Goerens, médecin militaire,
Jean Welter, capitaine de l'Armée.

c) *district de Grevenmacher* :

MM. Victor Kessler, commissaire de district à Grevenmacher, Président
Arthur *Kaudy*, juge de paix à Grevenmacher,
Dr. Philippe *Huberty*, médecin à Grevenmacher,
Dr. Pierre *Felten*, médecin militaire,
André *Robinet*, capitaine de l'Armée.

Art. 2. Notre Ministre de la Force Armée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 11 janvier 1954.

Charlotte.

Le Ministre de la Force Armée

Pierre Werner.

Arrêté grand-ducal du 11 janvier 1954 portant nomination des membres du Conseil mixte prévu par l'article 10 de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'article 10 de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 10 décembre 1953 portant modification des articles 59 et 71 de l'arrêté grand-ducal du 21 août 1953 concernant les modalités de recensement, de recrutement et d'incorporation des appelés, les conditions de fonctionnement des Conseils de revision et du Conseil mixte, ainsi que la procédure à suivre devant ces Conseils, pris en exécution de l'article 11 de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Force Armée et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Sont nommés membres du Conseil mixte pour la durée de trois ans :

MM. *Zeimes* Jean-Pierre, juge au Tribunal d'arrondissement de Luxembourg,
Kill Emile, juge au Tribunal d'arrondissement de Luxembourg et
Weis Joseph-Michel, major de l'Armée.

Art. 2. Notre Ministre de la Force Armée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 11 janvier 1954.

Charlotte.

Le Ministre de la Force Armée,

Pierre Werner.

Arrêté grand-ducal du 14 janvier 1954 portant modification de l'arrêté grand-ducal du 8 août 1934, réglementant l'importation de l'alcool méthylique.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 6 juin 1923, autorisant le pouvoir exécutif à réglementer l'importation, l'exportation et le transit de certains objets, denrées ou marchandises ;

Revu l'arrêté grand-ducal du 8 août 1934, réglementant l'importation de l'alcool méthylique ;

Vu l'article 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre des Affaires Economiques ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté grand-ducal du 8 août 1934 réglementant l'importation de l'alcool méthylique est modifié comme suit :

La dénaturation s'opère en ajoutant, par hectolitre d'alcool méthylique — soit 10 litres de méthylène renfermant au moins 25 p.c. d'acétone et accusant

un coefficient d'absorption bromique ne dépassant pas 8,

— soit 20 litres de méthylène renfermant au moins 12,5 p.c. d'acétone et accusant un coefficient d'absorption bromique ne dépassant pas 16,

— soit 50 litres de méthylène renfermant au moins 2,5 p.c. d'acétone et accusant un coefficient d'absorption bromique ne dépassant pas 30.

Par coefficient d'absorption bromique, on entend le nombre de centimètres cubes de méthylène nécessaire pour décolorer 10 cm³ de solution de bromure et de bromate de potassium à 1 décigramme de brome libre dans cette solution.

Le dénaturant doit être fourni par l'importateur.

Art. 2. Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Affaires Economiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 14 janvier 1954.

Charlotte.

Le Ministre des Finances

Pierre Werner.

Pour le Ministre des Affaires Economiques,

Le Ministre des Travaux Publics,

Victor Bodson.

Arrêté grand-ducal du 29 janvier 1954 relatif à la décharge de l'accise pour les alcools utilisés, après dénaturation, à des usages industriels.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'alinéa final de l'article 2 de la loi du 27 juillet 1925 sur le régime fiscal des eaux-de-vie ;

Revu Notre arrêté du 29 juillet 1926, concernant l'emploi des alcools en exemption totale ou partielle des droits et la restitution des droits en cas d'exportation d'eau-de-vie, tel que cet arrêté a été modifié par Nos arrêtés des 13 mai 1939, 30 avril 1945 et 7 juillet 1952 ;

Vu l'article 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} février 1954 la décharge du droit d'accise pour les alcools utilisés, après dénaturation, à des usages industriels est calculée comme suit :

Nature des industries : Taux de la décharge par hectolitre d'alcool à 50° de l'alcoomètre de Gay-Lussac température 15° du thermomètre centigrade.

A. Décharge totale :

Acétone	}	4.500 francs
Epuration et lavage des huiles		
Ether sulfurique		
Ethylxantate de potasse		
Ethylxantate de soude		
Fulminate de mercure		
Papiers et produits photographiques		
Phtalate d'éthyle		
Poudre sans fumée		
Vinaigre		
Chauffage, éclairage et force motrice		

B. Décharge partielle

Parfums	1.400 francs.
Autres usages	4.480 francs.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.
Palais de Luxembourg, le 29 janvier 1954. **Charlotte.**

Le Ministre des Finances
Pierre Werner.

Arrêté ministériel du 8 janvier 1954, réglant l'application des franchises en matière de douane.

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 4 de la Convention du 25 juillet 1921, établissant une Union Economique entre le Grand-Duché et la Belgique ;

Vu la loi du 23 juillet 1947, portant approbation de la Convention douanière, signée à Londres le 5 septembre 1944 entre les Gouvernements du Luxembourg, de la Belgique et des Pays-Bas ainsi que du Protocole de cette Convention, dressé à La Haye le 14 mars 1947 (1) ;

Vu l'arrêté ministériel belge du 29 décembre 1953, réglant l'application des franchises en matière de douane ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrête :

Art. unique. L'arrêté ministériel belge du 29 décembre 1953 réglant l'application des franchises en matière de douane sera publié au *Mémorial* pour être exécuté dans le Grand-Duché à partir du 1^{er} janvier 1954.

Luxembourg, le 8 janvier 1954.

Le Ministre des Finances,
Pierre Werner.

(1) *Mémorial* 1947, page 727.

Arrêté ministériel belge du 29 décembre 1953 réglant l'application des franchises en matière de douane.

Le Ministre des Finances,

Vu le chapitre II, § 13, des Dispositions préliminaires du tarif des droits d'entrée(1) annexé à la Convention douanière belgo-luxembourgeoise-néerlandaise, approuvée par la loi du 5 septembre 1947 ; (2)

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1953 modifiant notamment le chapitre II, § 13, des Dispositions préliminaires précitées ; (3)

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 1947 réglant l'application des franchises en matière de douane ;(4)

Sur la proposition du Conseil administratif des douanes de l'Union douanière belgo-luxembourgeoise-néerlandaise ;

.....
Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1^{er}. Les articles 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 19 décembre 1947 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 19. § 1^{er}. Franchise totale des droits d'entrée est accordée pour les échantillons de valeur négligeable, s'il apparaît à la vérification qu'ils ne peuvent servir qu'à la recherche de commandes concernant les marchandises étrangères de l'espèce qu'ils représentent.

« Pour déterminer si les échantillons ont ou non une valeur négligeable, il est tenu compte de la valeur totale de tous les échantillons faisant partie d'un même envoi. La valeur des envois expédiés par le même expéditeur à des destinataires différents n'est pas totalisée, alors même que ces envois sont importés simultanément.

« §. La franchise prévue au § 1^{er} peut être subordonnée à la condition que les échantillons soient rendus inutilisables comme marchandises par marquage, lacération, perforation ou autrement, sans toutefois que cette opération puisse avoir pour effet de leur faire perdre leur qualité d'échantillons. »

« Article 20. § 1^{er}. Franchise totale des droits d'entrée est accordée pour les échantillons autres que ceux visés à l'article 19, à la condition qu'ils soient réexportés dans un délai de six mois.

« § 2. Pour l'application du § 1^{er}, le terme échantillon désigne les articles qui sont représentatifs d'une catégorie déterminée de marchandises déjà produites ou qui sont des modèles de marchandises dont la fabrication est envisagée, à la condition :

« a) Qu'ils appartiennent à une personne physique ou morale établie en dehors du territoire de l'Union douanière belgo-luxembourgeoise-néerlandaise, et qu'ils soient importés dans le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, soit en vue d'y faire des achats, soit en vue d'y être présentés ou d'y faire l'objet d'une démonstration pour rechercher des commandes de marchandises étrangères ;

« b) Qu'ils ne soient ni vendus, ni affectés à leur usage normal, sauf pour les besoins de la démonstration, ni utilisés de quelque manière que ce soit en location ou contre rémunération, pendant leur séjour dans le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ;

« c) Qu'il ne s'agisse pas d'articles introduits par la même personne ou expédiés au même destinataire, en quantités telles que, pris dans leur ensemble, ils ne constituent plus des échantillons selon les usages normaux du commerce.

(1) *Mémorial* 1947 Annexe 3.

(2) *Mémorial* 1947, p. 1021.

(3) *Mémorial* 1954, p. 28.

(4) *Mémorial* 1947 p. 1058.

»§ 3. Les dispositions du § 1^{er} sont d'application si une autorisation a été obtenue préalablement à l'importation des marchandises. L'autorisation n'est accordée que si la reconnaissance de l'identité des marchandises, lors de la réexportation, peut être suffisamment assurée.

»A l'importation, la douane délivre un document moyennant caution pour le montant des droits d'entrée augmenté de dix pour cent. Les marchandises sont laissées à la disposition du déclarant après que la douane les a vérifiées et a pris des mesures pour reconnaître leur identité lors de la réexportation.

»§ 4. Si la franchise prévue au § 1^{er} est demandée pour des véhicules de transports, des matériels industriels et des matériels agricoles, dont la valeur à l'importation excède 50,000 francs, les importateurs sont tenus d'indiquer dans leur déclaration les lieux de destination de ces véhicules et matériels.

»La douane peut, à tout moment, requérir des importateurs qu'ils fournissent la preuve que ces véhicules ou matériels se trouvent dans les lieux déclarés.

»La douane a la faculté de sceller les véhicules et matériels visés à l'alinéa 1^{er} ou d'empêcher leur fonctionnement d'une autre façon, pendant le délai fixé pour l'admission en franchise, et de limiter les lieux où ils peuvent fonctionner pour les besoins de la démonstration.

»§ 5. Le document visé au § 3 est apuré et la caution est libérée après constatation par la douane de la réexportation des échantillons et pour autant que leur identité ait été reconnue au moyen des mesures de contrôle appliquées lors de l'importation.

»Les droits d'entrée peuvent être exigés, sans attendre l'expiration du délai fixé au § 1^{er}, sur les échantillons qui cesseraient de répondre aux conditions fixées au § 2 et, en ce qui concerne les échantillons visés au § 4, aux conditions imposées en vertu de ces paragraphes.

»§ 6. Sous les conditions fixées aux §§ 1 à 5, franchise totale des droits d'entrée est accordée pour les films cinématographiques positifs, de caractère publicitaire, d'une largeur ne dépassant pas 16 mm, lorsqu'il est établi à la satisfaction de la douane qu'il s'agit de films avec ou sans bande sonore, reproduisant essentiellement des photographies montrant la nature de produits ou le fonctionnement de matériels, dont les qualités ne peuvent être convenablement démontrées par des échantillons ou des catalogues, pour autant que ces films :

»a) Se rapportent à des produits ou matériels mis en vente ou en location par une personne physique ou morale établie en dehors du territoire de l'Union douanière belgo-luxembourgeoise-néerlandaise;

»b) Soient, par leur nature, destinés à être présentés à des clients éventuels et non dans les salles publiques;

»c) Soient importés dans un envoi ne contenant pas plus d'une copie de chaque film et ne faisant pas partie d'un envoi de films plus important. »

« Article 20bis. Franchise totale des droits d'entrée est accordée pour les catalogues, prix-courants et notices commerciales se rapportant, soit à des marchandises mises en vente ou en location, soit à des prestations de services offertes en matière de transport ou d'assurance commerciale, pour autant :

»a) Que les imprimés portent apparemment le nom de l'entreprise établie en dehors du territoire de l'Union douanière belgo-luxembourgeoise-néerlandaise, qui offre ses marchandises ou services ;

»b) Que chaque destinataire ne reçoive pas plus d'un envoi à la fois et que cet envoi parvienne directement de l'étranger ;

»c) Que chaque envoi ne comprenne qu'un seul document par espèce ou ne dépasse pas un kilogramme brut. »

Article 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1954.

Bruxelles, le 29 décembre 1953.

s. A.-E.JANSSEN.

Arrêté ministériel du 20 janvier 1954, concernant le contrôle médical et psychologique des activités physiques et sportives.

Le Ministre de l'Education Physique,

Vu l'arrêté grand-ducal du 8 octobre 1945 concernant l'éducation physique, l'organisation sportive et l'hygiène sociale ;

Vu la loi du 21 août 1953 concernant le contrôle de l'Etat sur l'éducation physique de la jeunesse, la pratique des sports et de scoutisme ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le Commissaire Général aux Sports est chargé d'organiser les services du contrôle médical et psychologique des membres actifs et licenciés par les fédérations sportives, l'Union des Sociétés Luxembourgeoises de Gymnastique et les fédérations scouts. A cet effet il pourra s'adjoindre deux commissions dont l'une composée en majorité de médecins détenteurs du diplôme de biologie appliquée à l'éducation physique et aux sports et l'autre en majorité de spécialistes en biologie, psychologie et caractérologie. Leur tâche sera d'étudier, ensemble avec le Commissaire Général aux Sports, tous les problèmes qui se rattachent à la nouvelle organisation.

Art. 2. Le contrôle essentiellement extra scolaire aura pour objet :

a) de permettre le triage des jeunes gens qui veulent pratiquer le sport et leur orientation rationnelle vers une activité d'éducation physique et sportive qui aura pour but de développer leur état de santé et leur équilibre psychique ;

b) de couvrir les responsabilités des fédérations intéressées qui pourront écarter des compétitions sportives et gymniques les sujets pour lesquels une participation compromettrait la santé ou l'éducation générale ;

c) de surveiller les titulaires de licences en dehors des périodes de délivrance ou de renouvellement de celle-ci ;

d) de réaliser une meilleure sélection des arbitres, des moniteurs, des entraîneurs et des chefs-scouts ;

e) de faire aboutir la jeunesse à une plus haute conception de l'esprit sportif afin de réduire à un minimum les conflits entre associations sportives, entre spectateurs, les joueurs et les arbitres.

Art. 3. Le fonctionnement du service sera assuré dans les conditions suivantes par :

- a) le Commissaire Général aux Sports ;
- b) l'Ecole Nationale d'Education Physique ;
- c) la Société de Médecine Sportive ;
- d) les fédérations intéressées.

a) *le Commissaire Général aux Sports*

1. — Le Commissaire Général aux Sports réunira toutes les données et mettra à la disposition le matériel nécessaire aux examens d'aptitude et à l'établissement des fiches ;

2. — Il communiquera aux fédérations intéressées la liste des médecins détenteurs du diplôme de biologie appliquée à l'éducation physique et aux sports et se mettra en rapport avec les commissions médicales que les fédérations auront nommées parmi ces médecins pour fixer tous les détails de l'organisation ;

3. — Sur la base des fiches établies il fera procéder trimestriellement à la liquidation des honoraires à raison de quarante-cinq francs par examen ;

4. — Il indiquera et installera selon les besoins les centres de contrôle dans celles des localités où les examens pourront se faire avec un minimum de frais ;

5. — Il fixera selon les possibilités et les prescriptions des statuts et règlements des fédérations et selon l'importance des compétitions, les nombres des contrôles annuels par licencié ;

6. — Les dispositions analogues et adéquates s'appliquent aussi à l'établissement de la fiche psycho-sportive ;

7. — Sur la base des conclusions de la fiche médicale, le Commissaire Général aux Sports communiquera aux fédérations par carte spéciale celle des mentions indiquée par le médecin examinateur ;

8. — Comme le contrôle sera confié exclusivement d'une part à des médecins qui ont suivi des cours de biologie appliquée à l'éducation physique et aux sports et qui ont obtenu le diplôme afférent d'une Université, d'autre part par des spécialistes en biologie, psychologie et caractérologie, une carte d'identité sera délivrée à ces médecins et aux spécialistes par le Ministre de l'Education Physique pour leur donner libre accès à toutes les manifestations sportives et droit de visite à toutes les installations sportives.

b) *Ecole Nationale d'Education Physique.*

Dans l'ensemble des cours élémentaires d'anatomie, de physiologie, de premiers soins en cas d'accident, d'hygiène sportive, de caractérologie, de psychologie appliquée aux sports et de manie- ment des hommes, seront désormais compris des instructions pratiques par lesquelles les moniteurs, entraîneurs, arbitres etc. seront préparés pour servir d'aide aux médecins et aux biologistes dans l'établissement des données biométriques des fiches.

c) *Société de Médecine Sportive.*

1. — Cette société donnera au Commissaire Général aux Sports une liste complète de ses mem- bres ayant obtenu le diplôme de biologie appliquée à l'éducation physique et aux sports ;

2. — Elle mettra à la disposition du Commissaire Général aux Sports ceux de ses membres qui, dans l'Ecole Nationale d'Education Physique, pourront donner les cours pratiques aux moniteurs, entraî- neurs, arbitres etc. pour les mettre en mesure de remplir la partie biométrique des fiches ;

3. — Sur invitation des fédérations elle proposera ceux de ses membres qui pourront être désignés comme faisant partie des commissions de contrôle ;

4. — Les commissions ainsi désignées se mettront en rapport avec le Commissaire Général aux Sports pour l'organisation des examens ;

5. — La Société instruira ses membres d'une façon suffisante pour les mettre en mesure de remplir les fiches et pour conclure sur la base des données obtenues soit à l'aptitude, soit à l'inap- titude, soit à l'aptitude sous réserve de l'individu examiné. Le cas échéant le médecin examinateur

indiquera, dans un rapport séparé, ceux des sports pour lesquels il y a aptitude ou inaptitude ;

6. — Elle élaborera un code dont le chiffre ne sera connu que des membres de sa société pour toutes les données de la fiche rentrant dans le do- maine du secret professionnel des médecins.

d) *les Fédérations intéressées.*

1. — Les fédérations sportives, l'Union des Sociétés Luxembourgeoises de Gymnastique et les fédérations scouts s'engageront à ne pas délivrer de licences pour participation aux compétitions de toute nature à des jeunes gens et jeunes filles des catégories cadets, juniors, seniors qui n'auront pas été examinés par le médecin sportif. Cet engage- ment sera pris dès que l'organisation générale sera préparée suffisamment pour garantir un service régulier des examens d'aptitude ;

2. — Elles désigneront une commission médicale de 3 ou de 5 membres selon l'importance du nombre de leurs athlètes actifs. Les commissions seront choisies parmi les membres de la Société de Médecine Sportive.

3. — Elles mettront à la disposition des médecins examinateurs un nombre suffisant de moniteurs, d'entraîneurs ou d'arbitres pour aider les médecins pendant les examens. Seuls les moniteurs, entraî- neurs ou arbitres qui sont en possession du certificat de l'Ecole Nationale d'Education Physique seront admis à cette tâche.

Art. 4. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.
Luxembourg, le 20 janvier 1954.

Le Ministre de l'Education Physique,
Victor Bodson.

Arrêté du Gouvernement en Conseil du 29 janvier 1954 modifiant l'arrêté du Gouvernement en Conseil du 22 mars 1952 relatif au contrôle des changes modifié par ceux des 9 mai 1952, 28 juillet 1952 et 16 octobre 1953.

Le Gouvernement en Conseil,

Vu l'arrêté grand-ducal du 10 novembre 1944 relatif au contrôle des changes ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 juillet 1945 relatif

à l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 juillet 1945 relatif au contrôle des changes, modifié par ceux des 30 janvier 1947 et 28 juillet 1951 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement en Conseil du 22 mars 1952 relatif au contrôle des changes, modifié par ceux des 9 mai 1952, 28 juillet 1952 et 16 octobre 1953 ;

Après délibération ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les pourcentages de 16, 13, 9.50, 6.50, 5 et 3 prévus aux lettres *a, b, c* et *d* de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement en Conseil du 22 mars 1952 relatif au contrôle des changes, modifié par ceux des 9 mai 1952, 28 juillet 1952 et 16 octobre 1953, sont réduits respectivement à 11, 10, 7.50, 5, 4 et 2,50.

Le pourcentage de 25,50 prévu à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement en Conseil du 22 mars 1952 relatif au contrôle des changes, modifié par ceux des 9 mai 1952, 28 juillet 1952 et 16 octobre 1953 est réduit à 20.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 1954.

Art. 3. Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 29 janvier 1954.

Les Membres du Gouvernement,

Joseph Bech.

Pierre Frieden.

Victor Bodson.

Nicolas Bieber.

Michel Rasquin.

Pierre Werner.

**Avis de l'Office des Prix
du 11 janvier 1954, concernant les prix de vente des cafés.**

Le Ministre des Affaires Economiques

Vu l'arrêté grand-ducal du 8 novembre 1944, portant création d'un Office des Prix ;
Considérant qu'il y a lieu de freiner l'adaptation des prix des cafés à la hausse spéculative des marchés internationaux, afin de limiter ses effets sur le coût de la vie ;

Considérant que cette adaptation ne devra se faire que par paliers successifs si la hausse perdure ou s'amplifie ;

Décide :

1. Les prix des cafés se trouvent bloqués à partir du 12 janvier 1954.
2. Les importateurs, torréfacteurs, grossistes et représentants généraux signaleront endéans les trois jours francs de la présente à l'Office des Prix :
 - a*) leurs prix de vente en vigueur le 31 décembre 1953, des différents mélanges, qualités et/ou marques, ainsi que les prix de vente en détail de ces variétés ;
 - b*) la date depuis laquelle ces prix sont en vigueur ;
 - c*) les prix de vente qu'ils ont l'intention d'appliquer à l'avenir ;
 - d*) les stocks par variétés à l'inventaire de fin d'année ou, à défaut, les stocks approximatifs à cette date.
3. Les personnes citées sub 2, qui ne se conformeraient pas aux formalités exigées par la présente ou qui appliqueraient sans autorisation des prix supérieurs à ceux en vigueur le 12 janvier 1954, seront poursuivies et punies suivant les dispositions de l'arrêté grand-ducal du 8 novembre 1944, précité.
4. L'Office des Prix accordera des augmentations de prix par autorisations individuelles, en procédant par paliers, tout en ayant soin de limiter les prix des qualités populaires et courantes.

Afin d'accélérer l'octroi des autorisations individuelles, j'invite les déclarants à fournir leurs renseignements en double exemplaire sur des formulaires dont le modèle peut être obtenu à l'Office des Prix. L'autorisation de l'Office des Prix sera inscrite sur les mêmes formulaires, dont le double sera retourné aux requérants.

Luxembourg, le 11 janvier 1954,

Le Ministre des Affaires Economiques,
Michel Rasquin,

Avis. — Commissariat du Gouvernement pour les chemins de fer. — Par arrêté grand-ducal du 19 janvier 1954, le titre honorifique de ses fonctions de Commissaire du Gouvernement chargé du contrôle financier des C. F. L. a été conféré à M. Antoine *Schroeder* de Luxembourg, mis à la retraite pour cause de limite d'âge. — 20janv. 1954.

Avis. — Emprunt 3% de la Société Anonyme des Chemins de Fer et Minières Prince-Henri (Emissions 1886 et 1901).

Le tirage au sort des obligations de l'Emprunt 3% de la Société Anonyme des Chemins de Fer et Minières Prince Henri (Emissions 1886 et 1901), remboursables le 1^{er} mars 1954 par fr. nom. 204.000,— (3% 1886) et fr. nom. 85.000,— (3% 1901), a donné le résultat suivant :

408 obligations à 500 fr., remboursables par 625,— fr.

11	1816	3315	5579	7588	9878	12217	14514	16246	17829
57	1836	3319	5681	7670	9890	12406	14573	16338	17832
153	1858	3337	5833	7813	9908	12554	14576	16425	18033
257	1868	3403	5925	7859	9996	12680	14580	16430	18045
299	1925	3441	5932	7992	10034	12691	14693	16471	18048
304	1931	3478	5952	8103	10079	12757	14774	16475	18110
318	2050	3560	6121	8186	10141	12878	14804	16487	18231
328	2063	3690	6141	8214	10162	13030	14827	16519	18288
381	2122	3717	6213	8303	10163	13133	15003	16547	18290
407	2169	3785	6262	8409	10190	13147	15064	16548	18659
441	2240	3787	6273	8414	10353	13202	15092	16604	18803
446	2311	3796	6328	8499	10387	13263	15147	16688	18821
474	2348	3804	6567	8579	10441	13306	15167	16814	18831
558	2438	3904	6584	8603	10478	13321	15184	16823	18855
625	2515	4033	6642	8613	10712	13566	15209	16856	18943
698	2562	4039	6670	8632	10805	13707	15210	16913	19379
744	2615	4070	6740	8737	10829	13716	15241	16967	19562
754	2626	4367	6743	8784	10887	13838	15276	17088	19604
822	2680	4554	6850	8812	10893	13854	15391	17146	19622
980	2693	4572	6930	8835	10950	13891	15410	17149	19677
1023	2724	4611	6941	8871	11031	13955	15443	17157	19799
1100	2756	4712	6943	9005	11121	14044	15444	17198	19875
1285	2859	4713	6946	9029	11170	14097	15558	17273	19896
1288	3004	4856	6963	9113	11287	14118	15559	17330	19940
1372	3017	4966	6978	9137	11406	14166	15590	17340	20062
1393	3098	5148	7086	9239	11417	14190	15598	17389	20075
1420	3108	5183	7116	9323	11509	14267	15879	17451	20108
1461	3109	5296	7284	9401	11711	14282	16004	17535	20123
1476	3111	5335	7314	9417	11926	14320	16018	17573	20145
1581	3118	5342	7336	9493	11927	14342	16158	17773	20163
1668	3253	5348	7492	9557	12137	14352	16221	17792	20222
1672	3273	5377	7511	9738	12172	14483	16225	17803	20237
1781	3286	5497	7521	9772	12204	14509	16226	17804	20242

20285	20686	21085	21515	22089	22539	22867	23172	23602	24100
20334	20748	21160	21684	22105	22563	22886	23286	23634	24166
20337	20761	21200	21741	22113	22625	22903	23305	23676	24173
20378	20777	21208	21827	22128	22748	22940	23427	23712	24201
20432	20804	21214	21867	22203	22795	22966	23460	23839	24293
20511	20882	21410	21914	22336	22804	23044	23517	23882	24345
20601	21017	21473	22000	22419	22822	23048	23529	23885	24478
20638	21057	21497	22022	22446	22849	23124	23536		

170 obligations à 500 fr., remboursables par 625, — fr.

25006	25768	26529	27432	28428	29030	29815	30562	31953	33842
25071	25802	26535	27434	28432	29122	29832	30656	32174	34010
25130	25872	26543	27482	28462	29131	29916	30759	32245	34106
25149	25915	26629	27629	28648	29156	29958	30763	32277	34244
25194	25964	26672	27648	28651	29225	29999	30867	32331	34263
25249	25995	26764	27653	28689	29264	30086	30918	32425	34295
25262	26053	26808	27778	28708	29412	30120	30954	32543	34336
25303	26093	26815	27837	28742	29424	30158	31015	32627	34359
25347	26238	26844	27895	28755	29426	30174	31047	32633	34508
25379	26240	26897	27912	18770	29445	30206	31055	32649	34735
25397	26332	26923	27914	28797	29565	30211	31089	32810	34779
25407	26334	26965	27922	28927	29578	30262	31470	33023	34810
25534	26351	27036	28012	28928	29633	30301	31491	33060	34855
25565	26418	27057	28119	28933	29668	30409	31634	33270	34860
25596	26449	27137	28189	28951	29674	30412	31655	33329	34907
25685	26485	27235	28235	28988	29698	30416	31760	33579	34981
25764	26517	27242	28247	29027	29807	30446	31891	33732	34991

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

84 (10)	5012 (6)	10327 (6)	17054 (8)	24234 (6)	31544 (6)
178 (6)	5170 (11)	10814 (1)	17234 (10)	24436 (6)	31769 (6)
277 (10)	5547 (11)	11146 (9)	17262 (10)	24587 (10)	32600 (9)
621 (8)	5556 (11)	11409 (4)	17285 (6)	24823 (2)	32603 (6)
755 (6)	5994 (9)	11464 (9)	17725 (6)	25186 (10)	33450 (6)
762 (11)	6361 (11)	12130 (10)	17810 (6)	25393 (10)	33584 (8)
1054 (6)	6566 (8)	12296 (6)	17830 (6)	25439 (11)	34077 (6)
1161 (11)	7349 (6)	12453 (6)	18846 (11)	26580 (9)	34078 (3)
1256 (6)	7376 (6)	12454 (10)	19519 (8)	26942 (10)	34079 (2)
1416 (3)	7377 (6)	13266 (6)	20799 (9)	28005 (6)	34177 (6)
3021 (11)	7400 (6)	13342 (11)	21484 (6)	29079 (11)	34225 (11)
3083 (6)	7583 (6)	13386 (6)	22285 (11)	29084 (11)	34368 (2)
3297 (5)	7853 (9)	13749 (9)	22361 (11)	29135 (6)	34556 (7)
3770 (6)	7919 (5)	15219 (11)	22452 (11)	29557 (11)	34731 (6)
3994 (10)	8442 (4)	15898 (11)	22722 (6)	29877 (8)	34764 (10)
4140 (11)	8444 (3)	15900 (10)	22881 (4)	30838 (9)	34878 (6)
4181 (11)	8541 (11)	16076 (10)	23026 (10)	30859 (6)	
4666 (6)	8962 (11)	16550 (8)	23034 (10)	30912 (10)	
4706 (9)	9699 (6)	16612 (6)	23205 (10)	31147 (11)	
5011 (6)	9749 (11)	16911 (11)	23804 (11)	31165 (11)	

1) Echéance:	1.3.1921	remboursable	par fr.	616,25	
2) »	1.3.1939	»	»	621,62	
3) »	1.3.1940	»	»	617,25	
4) »	1.3.1941	»	»	625,—	
5) »	1.3.1942	»	»	625,—	} Empr. 3% 1886 talon att. =33,36 fr.
6) »	1.3.1948	»	»	625,— *	
7) »	1.3.1949	»	»	625,—	
8) »	1.3.1950	»	»	625,—	
9) »	1.3.1951	»	»	625,—	
10) »	1.3.1952	»	»	625,—	
11) »	1.3.1953	»	»	625,—	

Les titres sortis au tirage le 1^{er} mars 1954 sont remboursés par francs 625,—.

Le service financier des emprunts Prince Henri est garanti :

- 1) à *Luxembourg* :
 - a) par la Banque Générale,
 - b) par la Banque Internationale ;
- 2) en *Belgique* :
 - par la Banque de Bruxelles.

Tous les titres remboursables doivent être munis du certificat d'identification luxembourgeois.

— 19 janvier 1954.

Avis. — Indigénat. — Par déclaration de recouvrement faite le 20 novembre 1951 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 26,2 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Jaeger* Marguerite, épouse *Peusch* Jean-Pierre-Joseph-Paul, née le 29 octobre 1920 à Luxembourg et y demeurant, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration de recouvrement faite le 18 octobre 1952 devant l'officier de l'état civil de la commune d'Esch-sur-Alzette, en conformité de l'art. 26,2 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Houyoux* Hélène-Marie-Louise, épouse *Turco* Ferino, née le 21 décembre 1923 à Esch-sur-Alzette et y demeurant, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration de recouvrement faite le 28 novembre 1952 devant l'officier de l'état civil de la commune de Rumelange, en conformité de l'art. 26,2 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Hut* Elise, veuve *Fumanti* Narcisse, née le 9 novembre 1928 à Diekirch, demeurant à Rumelange, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

Avis. — Association agricole. — Clôture de la liquidation. — Conformément à l'art. 17 de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945, l'association agricole dite « Laiterie de Bech » a déposé au secrétariat communal de Bech une déclaration concernant la clôture de sa liquidation. 15 janvier 1954.

Avis. — Tribunaux arbitraux en matière de bail à loyer. — En vertu d'un arrêté du Gouvernement en Conseil du 8 janvier 1954, MM. *Arendt* Aloyse, employé, *Faber* Joseph, employé et *Jungblut* Victor, employé, tous demeurant à Remich, figureront comme assesseurs-locataires sur la liste des propriétaires et locataires parmi lesquels seront choisis les assesseurs du tribunal en matière de bail à loyer du canton de Remich.

— 8 janvier 1954.

**Compte du Fonds des Dépenses Communales.
Exercice 1952.**

Etats des sommes dont les communes ont été débitées pour paiements effectués à leur charge et de celles dont elles ont été créditées à raison des versements faits au Trésor au profit dudit fonds.

A. — DÉPENSES.

1°	Mémorial et Imprimés :			
	a) Mémorial	fr.	166.321 20	
	b) Imprimés pour la comptabilité communale	»	60.066 55	
	c) Imprimés pour les communes (voirie vicinale, enseignement primaire etc.)	»	97.281 15	
			<hr/>	fr. 323.668 90
2°	Timbres et registres de l'état civil	»	167.443 30	
3°	Pasinomie luxembourgeoise	»	8.787 40	
4°	Frais de vaccination :			
	a) Honoraires	fr.	156.168 26	
	b) Vaccin et frais divers	»	13.357 75	
			<hr/>	» 169.526 01
5°	Elections communales :			
	a) Jetons de présence	fr.	14.100 —	
	b) Imprimés et frais divers.....	»	4.500 —	
			<hr/>	» 18.600 —
6°	Frais d'entretien des indigents à charge des communes, domiciles de secours	»	8.193.098 42	
7°	Affiliation des sages-femmes et des employés des anciennes bourses de travail à la Caisse de retraite et de secours :			
	a) Affiliation des sages-femmes	fr.	215.346 60	
	b) Affiliation des employés des anciennes bourses de travail.	»	73.805 —	
			<hr/>	» 289.151 60
8°	Affiliation des gardes forestiers à la Caisse de retraite et de secours	»	760.348 05	
9°	Affiliation de la police locale étatisée à la caisse de prévoyance des employés communaux	»	2.196.876 —	
10°	Assurance contre les incendies dans les bois administrés	»	21.541 —	
11°	Dépenses dans l'intérêt de la Défense civile à charge des communes (boîtes de secours aux corps de sapeurs-pompiers)	»	42.170 —	
12°	Déficit de 1951	»	7.488.651 48	
	Total des dépenses .	fr.	<hr/>	19.679.862 16

B. — RECETTES.

1°	Versements pour 1952.....	fr.	16.499.000 —
2°	Assurance contre les incendies dans les bois administrés. — Part de l'Etat	»	2.812 —
3°	Subsides tenant lieu d'attribution d'amendes et de dommages — intérêts forestiers (y compris le versement de 4.846,66 effectué par le Ministère des Finances).....	»	505.701 66
4°	Boni de 1951	»	1.051.880 19
	Total des recettes ..	fr.	<hr/>
	Dépenses	fr.	19.679.862 16
	Recettes	»	18.059.393 85
	Excédent des dépenses	fr.	<hr/>
			1.620.468 31

Noms des communes.	Mémorial et Imprimés.	Timbres et registres de l'Etat Civil.	Pasinomie luxembourgeoise.	Frais de vaccination.	Elections communales.	Frais d'entretien des indigents.	Affiliation des sages-femmes et des employés des anc. bourses de travail.	Affiliation des gardes-forestiers	Affiliation de la Police
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Ville de Luxembourg	10.234 01	2.049 87	165 80	20.382 41	981 50	1739.170 07	85.460 60	18.726 76	946.989 82
Canton de Capellen.									
Bascharage	2.599 97	1.169 87	—	1.079 93	34 20	19.104 99	1.601 45	6.800 07	—
Clemency	2.215 69	929 87	165 80	989 93	18 30	88.932 85	816 27	9.799 48	—
Dippach	2.232 12	949 87	—	841 73	19 43	26.548 70	905 81	8.013 96	—
Garnich.....	2.008 23	769 87	—	1.091 69	15 45	6.379 —	680 84	2.757 83	—
Hobscheid	2.524 58	949 87	165 80	1.198 61	33 13	98.949 28	1.504 51	14.464 09	—
Kehlen	2.575 78	989 87	165 80	1.232 21	26 64	30.504 58	1.155 95	6.146 13	—
Koerich	2.220 70	929 87	—	916 97	20 10	12.326 01	843 65	6.330 61	—
Kopstal	2.334 84	949 87	165 80	989 01	16 50	56.562 —	784 45	4.026 98	—
Mamer.....	2.587 17	1.349 87	—	1.288 35	34 35	21.657 —	1.531 89	7.988 35	—
Septfontaines	2.147 37	629 87	165 80	1.183 01	4.108 94	24.477 —	444 03	3.911 19	—
Steinfort	2.530 49	1.049 87	165 80	1.064 21	36 70	92.103 50	1.590 35	1.458 75	—
Totaux	25.976 94	10.668 57	994 80	11.875 65	4.363 74	477.544 91	11.859 20	71.697 44	—
Canton d'Esch-s.-Alz.									
Bettembourg	3.060 75	2.529 87	165 80	2.028 41	88 69	105.845 69	3.745 36	7.276 60	50.022 18
Differdange	5.232 59	8.689 87	165 80	5.792 01	220 30	420.113 71	11.233 11	13.005 84	183 020 12
Dudelange	4.247 29	8.209 87	165 80	5.944 01	186 60	325.426 86	9.530 27	10.419 76	144.984 08
Esch-s.-Alzette	8.311 24	17.329 87	165 80	9.499 01	374 70	922.056 04	35.643 75	12.477 05	415.868 50
Frisange	2.220 28	649 87	165 80	881 01	18 74	17.008 —	841 43	1.330 59	—
Kayl	2.808 85	2.209 87	—	2.951 21	82 84	377.273 63	4.048 78	9.505 53	32.069 57
Leudelage	2.162 85	689 87	165 80	106 01	2.312 15	15 —	528 39	6.292 41	—
Mondercange	2.236 05	689 87	165 80	106 01	20 49	36.624 52	927 27	5.677 15	—
Pétange	3.841 16	6.869 87	165 80	3.108 01	167 70	244.441 34	7.737 89	3.260 87	85.439 21
Reckange	2.106 35	569 87	165 80	106 01	11 50	25.938 21	534 31	1.328 42	-
Rœser	2.329 62	1.009 87	—	1.071 01	23 68	9.197 08	1.123 39	5.690 64	—
Rumelange	3.291 68	2.509 87	—	1.972 01	56 50	174.838 98	3.013 46	4.727 84	34.620 57
Sanem	2.797 64	2.349 87	—	2.802 41	64 80	160.489 95	3.306 51	407 44	43.156 25
Schifflange	3.347 54	3.089 87	165 80	1.813 01	82 98	142.250 55	3.791 98	3.438 03	43.989 25
Totaux	47.993 89	57.398 18	1.658 —	38.180 14	3.711 67	2961.519 56	86.005 90	84.838 17	1033.169 73
Canton de Luxembourg									
Bertrange	2.792 90	769 87	—	857 81	22 10	20.960 —	976 86	6.399 26	—
Contern	2.108 73	569 87	165 80	1.288 21	17 55	6.344 43	914 68	6.776 95	—
Hesperange	2.810 47	1.229 87	—	1.863 41	55 78	56.546 28	2.381 46	10.153 35	26.285 89

Assurance contre les incendies dans les bois administrés.	Defense civile	Déficit de 1951.	Total des dépenses,	Versements pour 1952.	Assurance contre les incendies dans les bois administrés. Pour le 1951.	Subsides aux communes tenant lieu d'amendes et dommages intérêts forestiers.	Boni de 1951.	Total des recettes.	Déficit de 1952.	Boni de 1952.
11	12	13	15	15	16	17	18	19	20	21
943 47	11.596 75	2332.794 11	5.169.495 17	3500.000 —	123 16	147.393 10	—	3.647.516 26	1521.978 91	—
272 08	—	7.726 69	40.389 25	30.000 —	35 52	2.514 92	—	32.550 44	7.838 81	—
226 10	1.054 25	57.745 92	162.894 46	110.000 —	29 52	1.621 37	—	111.650 89	51.243 57	—
200 91	1.054 25	16.609 46	57.376 24	30.000 —	26 23	1.510 71	—	31.536 94	25.839 30	—
—	1.054 25	11.614 50	26.371 66	20.000 —	—	1.333 03	—	21.333 03	5.038 63	—
—	1.054 25	33.901 94	154.746 06	120.000 —	—	3.237 11	—	123.237 11	31.508 95	—
299 79	1.054 25	10.471 49	54.622 49	50.000 —	39 14	1.815 30	—	51.854 44	2.768 05	—
175 09	—	—	23.763 —	15.000 —	22 86	1.399 68	14.192 18	30.614 72	—	6.851 72
215 40	—	18.531 79	84.576 64	40.000 —	28 12	1.717 48	—	41.745 60	42.831 04	—
305 46	—	18.019 69	54.762 13	30.000 —	39 87	2.405 68	—	32.445 55	22.316 58	—
161 23	1.054 25	12.704 63	50.987 32	20.000 —	21 05	896 26	—	20.917 31	30.070 01	—
39 68	—	—	100.039 35	80.000 —	5 18	3.362 97	28.932 30	112.300 45	—	12.261 10
895 74	6.325 50	187.326 11	810.528 60	545.000 —	247 49	21.814 51	43.124 48	610.186 48	219.454 94	19.112 82
253 19	—	190.332 82	365.349 36	450.000 —	33 05	8.746 45	—	458.779 50	—	93.430 14
286 57	—	347.203 —	994.962 92	1000.000 —	37 41	30.101 76	—	1.030.139 17	—	35.176 25
247 52	—	448.393 02	957.755 08	900.000 —	32 31	21.301 73	—	921.334 04	36.421 04	—
135 41	—	1173.777 62	2.595.638 99	2000.000 —	17 68	57.083 99	—	2.057.101 67	538.537 32	—
37 79	—	5.651 99	28.805 50	20.000 —	4 93	1.723 69	—	21.728 62	7.076 88	—
159 97	—	151.209 48	582.319 73	500.000 —	20 88	9.105 92	—	509.126 80	73.192 93	—
179 50	—	2.050 72	14.502 70	25.000 —	23 43	867 08	—	25.890 51	—	11.387 81
45 98	—	—	46.493 14	—	6 —	1.456 19	60.756 43	62.218 62	—	15.725 48
72 43	—	248.675 72	603.780 —	500.000 —	9 45	15.206 44	—	515.215 89	88.564 11	—
34 64	—	—	30.795 11	70.000 —	4 52	839 08	16.523 65	87.367 25	—	56.572 14
172 57	—	—	20.617 86	15.000 —	22 53	1.821 21	8.959 98	25.803 72	—	5.185 86
51 65	—	102.029 62	327.112 18	400.000 —	6 74	5.945 23	—	405.951 97	—	78.839 79
13 86	—	121.894 65	337.283 38	300.000 —	1 81	9.391 28	—	309.393 09	27.890 29	—
25 82	—	3.429 54	205.424 37	200.000 —	3 37	6.105 89	—	206.109 26	—	684 89
716 90	—	2794.648 18	7.110.840 32	6380.000 —	224 11	169.695 94	86.240 06	6636.160 11.	771.682 57	297.002 36
209 10	1.054 25	18.448 52	52.490 67	50.000 —	27 30	1.534 05	—	51.561 35	929 32	—
212 88	2.108 50	3.123 81	23.631 41	15.000 —	27 79	1.436 43	—	16.464 22	7.167 19	—
255 08	3.162 75	79.602 19	184.346 53	110.000 —	33 30	5.152 42	—	115.185 72	69.160 81	—

1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Niederanven	2.403 81	829 87	165 80	1.264 01	26 50	89.738 45	1.160 39	10.961 05	—
Sandweiler	2.129 83	1.469 87	—	945 01	15 19	15.885 30	662 34	4.463 04	—
Schuttrange	2.391 19	1.109 87	165 80	1.288 21	16 50	15.343 —	777 79	6.284 84	—
Steinsel	2.259 66	1.109 87	165 80	643 01	23 40	53.915 —	1.056 04	10.729 63	—
Strassen	2.262 24	989 87	165 80	973 01	24 50	48.324 60	1.070 10	11.598 23	—
Walferdange	2.355 40	989 87	165 80	601 01	36 35	25.062 —	1.577 77	5.114 27	—
Weiler-la-Tour	2.148 85	769 87	—	1.054 61	10 03	12.590 —	452 17	4.376 59	—
Totaux	23.663 08	9.838 70	994 80	10.778 30	247 90	344.709 06	11.029 60	76.857 21	26.285 89
Canton de Mersch.									
Berg	2.143 57	629 87	165 80	532 21	9 40	—	423 30	2.907 81	—
Bissen	2.339 71	689 87	165 80	858 01	16 99	16.425 —	811 09	13.753 47	—
Bœvange	728 32	769 87	—	1.059 41	14 60	24.781 73	701 56	6.342 78	—
Fischbach	2.071 71	689 87	165 80	690 01	7 33	8.630 99	345 60	7.872 22	—
Heffingen	2.335 27	689 87	—	666 01	11 —	41.008 35	535 79	2.067 78	—
Larochette	2.357 24	749 87	—	361 01	16 75	20.843 14	839 20	4.791 37	—
Lintgen	2.185 24	769 87	165 80	871 01	21 38	17.463 —	964 28	7.596 04	—
Lorentzweiler	2.260 34	889 87	—	1.099 01	23 38	8.642 20	1.059 74	7.568 80	—
Mersch	2.695 88	1.949 87	—	1.859 45	55 60	80.451 34	2.491 72	27.380 16	21.815 42
Nommern	2.106 47	689 87	—	901 01	10 07	—	535 05	6.622 83	—
Tuntingen	2.340 95	689 87	—	726 01	10 —	8.373 99	503 97	4.960 11	—
Totaux	23.564 70	9.208 57	663 20	9.623 15	196 50	226.619 74	9.211 30	91.863 37	21.815 42
Canton de Clervaux.									
Asselborn	2.162 30	889 87	—	1.232 21	16 77	30.410 76	839 21	9 —	—
Bœvange	2.290 24	1.209 87	—	1.423 01	19 60	23.635 —	908 77	87 13	—
Clervaux	2.636 24	1.429 87	—	1.073 01	23 80	54.307 89	1.177 41	467 53	—
Consthum	2.161 41	469 87	—	1.100 21	6 90	4.033 80	316 —	128 84	—
Hachiville	2.092 90	589 87	165 80	884 81	8 40	—	461 05	159 81	—
Heinerscheid	2.505 40	1.049 87	—	1.117 01	18 47	32.178 20	907 29	2.442 08	—
Hosingen	2.588 80	989 87	—	1.347 41	20 37	60.871 20	960 58	8.877 51	—
Munshausen	2.231 06	689 87	—	1.254 41	12 89	22.907 20	578 71	49 96	—
Troisvierges	3.026 11	1.449 87	—	1.022 51	40 05	60.866 99	1.863 43	1.386 73	—
Weiswampach	2.470 75	909 87	—	818 51	19 85	44.615 98	954 66	1.221 26	—
Totaux	24.165 21	9.678 70	165 80	11.273 10	187 10	333.827 02	8.967 11	14.829 85	—
Canton de Diekirch.									
Bastendorf	2.467 30	689 87	—	911 81	12 —	11.584 —	570 57	6.312 91	—
Bettendorf	2.588 21	1.029 87	165 80	1.016 33	23 78	63.273 94	1.078 24	8.275 96	—
Bourscheid	2.534 67	909 87	—	1.604 21	17 15	42.151 41	848 83	74 90	—
Diekirch	3.671 46	2.649 87	—	1.513 01	63 08	151.904 54	21.270 07	11.508 11	46.927 30

11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	1
290 98	4.217 —	57.696 14	168.754 —	70.000 —	37 98	2.149 18	—	72.187 16	96.566 84	—
134 15	1.054 25	11.481 27	38.240 25	50.000 —	17 51	1.040 13	—	51.057 64	—	12.817 39
144 86	2.108 50	3 022 14	32 652 70	15.000 —	18 91	1.252 50	—	16.271 41	16.381 29	—
335 69	2.108 50	105.936 83	178 283 43	200.000 —	43 82	2.158 79	—	202.202 61	—	23.919 18
289 09	1.054 25	35.009 41	101.761 10	100.000 —	37 74	1.873 02	—	101.910 76	—	149 66
204 69	1.054 25	24.510 26	61.671 67	40.000 —	26 72	3.047 39	—	43.074 11	18.597 56	—
85 66	2.108 50	10.795 06	34.391 34	40.000 —	11 18	738 96	—	40.750 14	—	6.358 80
2.162 18	20.030 75	349.625 63	876.223 10	690.000 —	282 25	20.382 87	—	710.665 12	208.803 01	43.245 03
—	—	—	6.811 96	—	—	664 76	13.712 82	14.377 58	—	7.565 62
531 57	—	12.579 65	48.171 16	40.000 —	69 39	1.289 21	—	41.358 60	6.812 56	—
287 20	—	35.946 30	70.631 77	130.000 —	37 49	1.266 70	—	131.304 19	—	60.672 42
316 80	—	11.929 79	32.720 12	30.000 —	41 36	642 65	—	30.684 01	2.036 11	—
95 10	—	18.111 54	65.520 71	50.000 —	12 41	943 39	—	50.955 80	14.564 91	—
180 13	—	—	30.138 71	30.000 —	23 51	1.397 19	19.789 81	51.210 51	—	21.071 80
321 21	—	—	30.357 83	30.000 —	41 93	1.514 29	18.444 47	50.000 69	—	19.642 86
307 35	—	5.245 53	27.096 22	30.000 —	40 12	1.664 22	—	31.704 34	—	4.608 12
1.050 53	—	31.404 37	171.154 34	120.000 —	137 14	4.683 94	—	124.821 08	46.333 26	—
7 56	—	208 70	11.081 56	20.000 —	0 99	883 02	—	20.884 01	—	9.802 45
—	—	6.123 63	23.728 53	20.000 —	—	812 82	—	20.812 82	2.915 71	—
3.097 45	—	121.549 51	517.412 91	500.000 —	404 34	15.762 19	51.947 10	568.113 63	72.662 55	123.363 27
—	—	—	35.560 12	—	—	2.013 52	125.737 23	127.750.75	—	92.190 63
—	—	—	29.573 62	30.000 —	—	1.731 63	4.142 58	35.874 21	—	6.300 59
15 12	—	—	61.130 87	70.000 —	1 97	2.811 08	47.430 11	120.243 16	—	59.112 29
0 63	—	—	8.217 66	20.000 —	0 08	496 24	15.724 98	36.221 30	—	28.003 64
—	—	—	4.362 64	—	—	918 16	6.352 05	7.270 21	—	2.907 57
105 81	—	—	40.324 13	20.000 —	13 81	1.573 —	15.741 69	37.328 50	2.995 63	—
234 92	—	21.934 22	97.824 88	80.000 —	30 67	1.959 17	—	81.989 84	15.835 04	—
—	—	81.377 72	109.101 82	30.000 —	—	1.119 30	—	31.119 30	77.982 52	—
53 53	—	63.457 75	133.166 97	60.000 —	6 99	3.690 68	—	63.697 67	69.469 30	—
51 02	—	15.132 04	66.193 94	50.000 —	6 66	1.860 94	—	51.867 60	14.326 34	—
461 03	—	181.901 73	585.456 65	360.000 —	60 18	18.173 72	215.128 64	593.362 54	180.608 83	188.514 72
158 08	—	9.274 75	31.981 29	20.000 —	20 64	1.249 09	—	21.269 73	10.711 56	—
160 60	—	—	77.612 73	30.000 —	20 96	1.869 37	17.731 34	49.621 67	27.991 06	—
—	—	22.334 73	70.475 77	35.000 —	—	1.733 97	—	36.733 97	33.741 80	—
246 89	—	183.716 09	423.470 42	450.000 —	32 23	6.561 26	—	456.593 49	—	33.123 07

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Ermsdorf	2.287 82	467 87	—	1.047 53	10 05	11.627 21	458 09	7.271 33	—
Erpeldange	2.095 91	689 87	—	769 81	9 61	16.425 —	438 85	2.916 48	—
Ettelbruck	3.854 18	5.329 87	—	1.712 21	63 97	198.447 73	3.294 67	7.164 99	53.314 —
Feulen	2.120 60	789 87	—	752 81	12 —	434 —	612 02	142 10	—
Hoscheid	2.204 66	1.929 87	—	1.123 01	5 30	13.400 —	286 40	69 83	—
Medernach	2.347 68	869 87	—	631 01	12 25	—	581 67	8.278 60	—
Mertzig	2.161 22	489 87	165 80	873 41	11 —	5.993 —	519 51	1.930 15	—
Reisdorf	2.316 16	869 87	—	1.166 21	8 15	7.901 —	377 42	8.520 22	—
Schieren	2.168 28	689 87	—	426 61	12 36	22.320 —	557 99	8.333 92	—
Totaux	32.818 15	17.408 31	331 60	13.547 97	260 70	545.461 83	30.894 33	70.799 50	100.241 30
Canton de Redange.									
Arsdorf	2.258 38	689 87	—	707 81	7 65	1.675 80	367 80	955 10	—
Beckerich	2.425 68	1.169 87	—	1.436 21	27 63	41.300 33	1.279 54	6.310 13	—
Bettborn	2.240 13	689 87	—	669 77	14 35	5.731 —	635 70	3.704 48	—
Bigonville	2.254 17	689 87	—	662 81	6 88	15.411 —	344 86	4.159 72	—
Ell	3.111 09	749 87	—	930 53	10 99	3.285 01	502 49	3.773 55	—
Folschette	2.203 04	1.029 87	—	635 81	14 88	40.556 72	747 44	4.990 63	—
Grosbous	2.271 42	689 87	—	1.250 81	8 54	2.767 —	438 85	3.059 91	—
Perl�	2.290 51	1.349 87	—	1.346 82	16 94	15.428 —	910 25	7.728 65	—
Redange	2.305 57	1.209 87	—	1.612 62	27 73	48.737 95	1.306 18	3.522 63	—
Saeul	2.133 38	909 87	—	106 02	7 63	10.220 —	367 80	6.410 84	—
Useldange	2.279 51	1.049 87	—	106 02	17 80	15.404 47	850 31	1.487 27	—
Vichten	2.132 84	689 87	—	106 02	7 38	15.717 60	364 84	220 31	—
Wahl	2.217 18	909 87	—	1.448 94	10 60	7.028 —	510 63	3.524 89	—
Totaux	30.122 90	11.828 31	—	11.020 19	179 —	223.262 88	8.626 69	49.848 11	—
Canton de Wiltz.									
Boulaide	2.250 86	649 87	—	835 62	13 24	34.206 23	694 16	2.349 20	—
Esch-sur-S�re	2.058 82	909 87	—	563 22	505 93	33.633 15	275 30	112 03	—
Eschweiler	2.083 12	629 87	—	1.100 32	8 67	10.220 —	407 76	116 92	—
G�esdorf	2.175 21	689 87	—	1.859 32	13 14	16.901 41	595 73	120 48	—
Harlange	2.112 32	689 87	—	783 42	11 70	16.895 86	566 87	4.150 66	—
Heiderscheid	2.273 67	969 87	—	1.786 62	18 10	26.785 —	818 49	98 66	—
Kautenbach	2.157 83	689 87	—	992 62	8 65	1.026 —	308 60	359 74	—
Mecher	2.166 38	909 87	—	830 22	11 14	30.449 60	547 63	183 53	—
Neunhausen	2.105 54	489 87	—	565 62	4 40	—	216 09	1 86	—
Oberwampach	2.120 83	469 87	165 80	1.234 02	513 43	2.617 —	666 78	125 47	—
Wiltz	2.852 75	3.069 87	165 80	1.609 02	64 74	175.074 17	3.032 70	13.875 23	33.637 —
Wilwerwiltz	2.249 95	469 86	—	1.123 82	10 40	9.091 —	498 79	8 78	—
Winseler	2.297 63	1.169 86	—	968 02	10 90	31.588 —	581 67	264 06	—
Totaux	28.904 91	11.808 29	331 60	14.251 86	1.194 44	388.487 42	9.210 57	21.766 62	33.637 —

11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
230 51	—	—	23.402 41	10.000 —	30 09	735 99	13.960 49	24.726 57	—	1.324 16
46 61	—	—	23.392 14	10.000 —	6 08	689 16	12.806 80	23.502 04	—	109 90
182 02	—	188.233 52	461.597 16	450.000 —	23 76	5.173 95	—	455.197 71	6.399 45	—
11 34	—	5.909 18	10.783 92	10.000 —	1 48	961 11	—	10.962 59	—	178 67
—	—	14.209 22	33.228 29	50.000 —	—	663 67	—	50.663 67	—	17.435 38
263 26	—	8.009 35	20.993 69	20.000 —	34 37	1.188 51	—	21.222 88	—	229 19
107 07	—	—	12.251 03	—	13 98	1.114 36	24.800 11	25.928 45	—	13.677 42
325 62	—	3.069 26	24.553 91	30.000 —	42 51	768 13	—	30.810 64	—	6.256 73
221 07	—	—	34.730 10	30.000 —	28 86	1.002 03	143.766 30	174.797 19	—	140.067 09
953 07	—	434.756 10	1.248.472 86	1.145.000 —	254 96	23.710.60	213.065 04	1.382.030 60	78.843 87	212.401 61
25 19	—	—	6.687 60	—	3 29	577 59	2.309 34	2.890 22	3.797 38	—
—	—	4.824 20	58.773 59	—	—	2.267 69	—	2.267 69	56.505 90	—
323 10	—	4.231 79	18.240 19	20.000 —	42 18	998 30	—	21.040 48	—	2.800 29
136 04	—	3.342 07	27.007 42	20.000 —	17 76	541 57	—	20.559 33	6.448 09	—
155 56	—	4.743 37	17.262 46	10.000 —	20 31	789 11	—	10.809 42	6.453 04	—
209 73	—	18.454 20	68.842 32	60.000 —	27 38	1.501 80	—	61.529 18	7.313 14	—
158 08	—	2.662 95	13.307 43	30.000 —	20 64	4 689 16	—	30.709 80	—	17.402 37
238 07	—	41.214 71	70.523 82	60.000 —	31 08	1.429 46	—	61.460 54	9.063 28	—
111 48	—	27.266 18	86.100 21	120.000 —	14 55	2.219 99	—	122.234 54	—	36.134 33
205 32	—	3.075 22	23.436 08	20.000 —	26 80	577 59	—	20.604 39	2.831 69	—
39 68	—	3.150 78	24.385 71	20.000 —	5 18	1.606 04	—	21.611 22	2.774 49	—
—	—	—	19.238 86	—	—	572 95	2.522 65	3.095 60	16.143 26	—
251 30	—	—	15.901 41	—	32 80	973 03	20.995 10	22.000 93	—	6.099 52
853 55	—	112.965 47	449.707 10	360.000 —	241 97	14.744 28	25.827 09	400.813 34	111.330 27	62.436 51
138 56	—	27.884 48	69.022 22	40.000 —	18 09	1.514 87	—	41.532 96	27.489 26	—
3 78	—	10.229 14	48.291 24	30.000 —	0 49	668 54	—	30.669 03	17.622 21	—
8 19	—	1.638 95	16.213 80	10.000 —	1 07	1.039 30	—	11.040 37	5.173 43	—
—	—	16.239 91	38.595 07	20.000 —	—	1.363 39	—	21.363 39	17.231 68	—
290 98	—	8.870 05	34.371 73	15.000 —	37 98	975 79	—	16.013 77	18.357 96	—
—	—	—	32.750 41	30.000 —	—	1.568 55	26.180 17	57.748 72	—	24.998 31
—	—	—	5.543 31	—	—	484 62	60.961 69	61.446 31	—	55.903 —
10 71	—	15.619 61	50.728 69	—	1 40	876 84	—	878 24	49.850 45	—
—	—	692 84	4.076 22	10.000 —	—	339 35	—	10.339 35	—	6.263 13
—	—	1.518 59	9.431 79	15.000 —	—	1.425 72	—	16.425 72	—	6.993 93
262 —	—	166.071 39	399.714 67	750.000 —	34 20	5.782 24	—	755.816 44	—	356.101 77
—	—	8.597 92	22.050 52	20.000 —	—	1.015 87	—	21.015 87	1.034 65	—
—	—	41.727 79	78.607 93	120.000 —	—	1.084 60	—	121.084 60	—	42.476 67
714 22	—	299.090 67	809.397 60	1060.000 —	93 23	18.139 68	87.141 86	1.165.374 77	136.759 64	492.736 81

1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Canton de Vianden.									
Fouhren	2.051 82	689 86	—	791 22	6 40	27.376 —	347 82	4.169 06	—
Putscheid	2.286 15	889 86	—	1.394 46	10 94	1.485 —	573 53	39 08	—
Vianden	2.464 18	1.129 86	165 80	847 02	17 08	16.681 03	822 19	8.678 73	—
Totaux	6.802 15	2.709 58	165 80	3.032 70	34 42	45.542 03	1.743 54	12.886 87	—
Canton d'Echternach.									
Beaufort	2.348 17	849 86	165 80	666 02	14 85	34.136 40	701 56	9.604 70	—
Bech	2.261 04	849 86	—	106 02	14 10	16.741 60	660 86	8.919 05	—
Berdorf	2.309 81	689 86	165 80	753 02	12 54	7.308 —	622 38	12.437 05	—
Consdorf	2.470 63	1.069 86	—	106 02	17 50	59.747 80	835 50	13.898 80	—
Echternach	3.441 83	2.469 86	165 80	925 02	47 18	211.363 13	2.324 48	14.471 55	34.736 84
Mompach	2.355 33	1.049 86	165 80	106 02	14 70	11.153 —	716 36	18.016 65	—
Rospport	2.595 73	1.189 86	165 80	1.330 62	23 25	40.987 —	1.093 78	10.971 35	—
Waldbillig	2.329 16	709 86	—	765 02	14 98	7.828 08	662 34	3.205 75	—
Totaux	20.111 70	8.878 88	829 —	4.757 76	159 10	389.265 01	7.617 26	91.524 90	34.736 84
Cant. de Grevenmacher									
Betzdorf	2.661 95	769 86	165 80	1.443 42	20 05	21.061 10	972 42	17.632 45	—
Biwer	2.576 92	769 86	165 80	1.203 42	17 45	1.201 80	801 47	11.002 53	—
Flaxweiler	2.441 70	949 86	165 80	1.230 42	23 05	64.305 53	1.033 84	17.995 11	—
Grevenmacher	2.919 91	1.609 86	165 80	1.429 02	40 50	60.715 82	1.881 93	14.838 70	—
Junglinster	2.430 31	989 86	—	1.316 22	326 85	30.883 33	1.304 70	2.990 90	—
Manternach	2.649 63	689 86	165 80	1.413 42	18 10	5.174 —	828 11	8.824 05	—
Merttert	3.433 08	1.349 86	165 80	1.736 82	36 80	35.827 47	1.830 87	8.877 85	—
Rodenbourg	2.296 42	689 86	165 80	941 22	510 45	9.847 —	575 01	7.848 23	—
Wormeldange	2.899 23	769 86	165 80	1.354 02	32 80	50.683 84	1.462 33	9.979 82	—
Totaux	24.309 15	8.588 74	1.326 40	12.067 98	1.026 05	279.699 89	10.690 68	99.989 64	—
Canton de Remich.									
Bous	2.328 10	689 86	—	1.040 82	14 65	22.251 60	660 12	6.877 15	—
Burmerange	2.259 15	689 86	—	571 02	8 25	5.694 —	398 88	1.405 54	—
Dalheim	2.497 88	689 86	—	1.003 02	19 73	36.831 52	891 75	11.780 03	—
Lenningen	2.377 43	689 86	165 80	681 42	13 55	5.501 —	643 10	8.564 95	—
Mondorf-les-Bains ..	2.939 28	969 86	165 80	973 02	5.917 50	79.310 87	1.286 93	2.340 20	—
Remerschen	2.504 32	749 86	165 80	874 62	18 45	8.412 02	905 07	4.670 47	—
Remich	2.738 63	829 86	165 80	1.021 02	26 60	32.165 31	1.269 91	4.959 17	—
Stadtbredimus	2.325 46	689 86	165 80	831 42	12 64	31.161 80	535 79	8.270 30	—
Waldbredimus	2.429 79	689 86	165 80	873 42	8 10	10.286 —	394 44	2.138 20	—
Wellenstein	2.602 07	689 86	165 80	865 02	18 41	6.374 88	848 83	3.713 60	—
Totaux	25.002 11	7.378 60	1.160 60	8.734 80	6.057 88	237.989 —	7.834 82	54.719 61	—

11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
67 39	1.054 25	—	36.553 82	40.000 —	8 80	546 22	522 12	41.077 14	—	4.523 32
—	2.108 50	62 63	8.850 15	10.000 —	—	900 67	—	10.900 67	—	2.050 52
261 37	1.054 25	—	32.121 51	30.000 —	34 12	1.291 16	3.822 50	35.147 78	—	3.026 27
328 76	4.217 —	62 63	77.525 48	80.000 —	42 92	2.738 05	4.344 62	87.125 59	—	9.600 11
388 60	—	—	48.875 96	60.000 —	50 73	1.392 38	1.851 33	63.294 44	—	14.418 48
293 50	—	35.369 58	65.215 61	60.000 —	38 35	1.268 48	—	61.306 83	3.908 78	—
506 35	—	1.409 87	26.214 68	20.000 —	66 10	1.192 50	—	21.258 60	4.956 08	—
600 20	—	26.291 59	105.037 90	150.000 —	78 35	1.679 41	—	151.757 76	—	46.719 86
603 35	—	177.711 71	448.260 75	350.000 —	78 75	6.629 48	—	356.708 23	91.552 52	—
414 42	—	8.809 64	42.801 78	60.000 —	54 10	2.246 51	—	62.300 61	—	19.498 83
410 01	—	—	58.767 40	50.000 —	53 52	1.829 65	7.348 77	59.231 94	—	464 54
119 67	—	241.859 20	257.494 06	270.000 —	15 62	1.371 71	—	271.387 33	—	13.893 27
3.336 10	—	491.451 59	1.052.668 14	1020.000 —	435 52	17.610 12	9.200 10	1.047.245 74	100.417 38	94.994 98
501 33	—	26.820 85	72.049 23	60.000 —	65 44	1.527 08	—	61.592 52	10.456 71	—
277 75	—	—	18.017 —	40.000 —	36 26	1.855 56	5.060 83	46.952 65	—	28.935 65
447 17	—	—	88.592 48	120.000 —	58 37	2.072 78	72.478 68	194.609 83	—	106.017 35
510 78	—	—	84.112 32	60.000 —	66 68	4.741 83	76.469 23	141.277 74	—	57.165 42
99 51	—	—	40.341 68	17.000 —	12 99	2.555 29	1.026 48	20.594 76	19.746 92	—
—	—	—	19.762 97	17.000 —	—	1.300 46	3.012 94	21.313 40	—	1.550 43
—	—	—	53.258 55	70.000 —	—	2.875 19	83.975 14	156.850 33	—	103.591 78
200 28	—	—	23.074 27	15.000 —	26 14	903 —	3.928 13	19.857 27	3.217 —	—
319 32	—	42.200 66	109.867 68	80.000 —	41 68	2.642 49	—	82.684 17	27.183 51	—
2.356 14	—	69.021 51	509.076 18	479.000 —	307 56	20.473 68	245.951 43	745.732 67	60.604 14	297.260 63
—	—	23.463 49	57.325 79	75.000 —	—	1.952 94	—	76.952 94	—	19.627 15
38 42	—	—	11.065 12	5.000 —	5 01	772 92	4.917 67	10.695 60	369 52	—
—	—	19.113 18	72.826 97	70.000 —	—	1.664 60	—	71.664 60	1.162 37	—
337 58	—	—	18.974 69	5.000 —	44 09	1.009 95	8.810 80	14.864 84	4.109 85	—
—	—	66 212 83	160.116 29	100.000 —	—	3.148 23	—	103.148 23	56.968 06	—
177 61	—	4 668 74	23.146 96	10.000 —	23 18	1.556 62	—	11.579 80	11.567 16	—
92 58	—	—	43.268 88	15.000 —	12 08	2.037 05	29.905 60	46.954 73	—	3.685 85
—	—	—	43.993 07	65.000 —	—	841 50	11.342 41	77.183 91	—	33.190 84
53 53	—	—	17.039 14	10.000 —	6 99	619 43	1.818 13	12.444 55	4.594 59	—
22 67	—	—	15.301 14	25.000 —	2 96	1.459 68	13.115 16	39.577 80	—	24.276 66
722 39	—	113.458 24	463.058 05	380.000 —	94 31	15.062 92	69.909 77	465.067 —	78.771 55	80.780 50

RÉCAPITU-

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Ville de Luxembourg	10.234 01	2.049 87	165 80	20.382 41	981 50	1739.170 07	85.460 60	18.726 76	946.989 82	
Canton Capellen	25.976 94	10.668 57	994 80	11.875 65	4.363 74	477.544 91	11.859 20	71.697 44	—	
— Esch-s.-Alz. ...	47.993 89	57.398 18	1.658 —	38.180 14	3.711 67	2961.519 56	86.005 90	84.838 17	1033.169 73	
— Luxembourg ..	23.663 08	9.838 70	994 80	10.778 30	247 90	344.709 06	11.029 60	76.857 21	26.285 89	
— Mersch	23.564 70	9.208 57	663 20	9.623 15	196 50	226.619 74	9.211 30	91.863 37	21.815 42	
— Clervaux	24.165 21	9.678 70	165 80	11.273 10	187 10	333.827 02	8.967 11	14.829 85	—	
— Diekirch	32.818 15	17.408 31	331 60	13.547 97	260 70	545.461 83	30.894 33	70.799 50	100.241 30	
— Redange	30.122 90	11.828 31	—	11.020 19	179 —	223.262 88	8.626 69	49.848 11	—	
— Wiltz	28.904 91	11.808 29	331 60	14.251 86	1.194 44	388.487 42	9.210 57	21.766 62	33.637 —	
— Vianden	6.802 15	2.709 58	165 80	3.032 70	34 42	45.542 03	1.743 54	12.886 87	—	
— Echternach....	20.111 70	8.878 88	829 —	4.757 76	159 10	389.265 01	7.617 26	91.524 90	34.736 84	
— Grevenmacher	24.309 15	8.588 74	1.326 40	12.067 98	1.026 05	279.699 89	10.690 68	99.989 64	—	
— Remich	25.002 11	7.378 60	1.160 60	8.734 80	6.057 88	237.989 —	7.834 82	54.719 61	—	
Totaux	323.668 90	167.443 30	8.787 40	169.526 01	18.600 —	8193.098 42	289.151 60	760.348 05	2196.876 —	

Avis. — Indigénat. — Par déclaration d'option faite le 30 septembre 1952 devant l'officier de l'état civil de la commune d'Esch-sur-Alzette, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Thomas Anne-Marie*, épouse *Ewen Léon-Jean-Pierre-Ferdinand*, née le 26 juillet 1925 à Zell/Allemagne, demeurant à Esch-sur-Alzette, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 23 juillet 1953 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Weber Jeanne-Marie*, épouse *Schiltz Lucien-Jean*, née le 2 novembre 1927 à Bouzonville-Heckling, demeurant à Luxembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

Avis. — Enseignement secondaire. — Par arrêté grand-ducal du 19 janvier 1954, démission honorable de ses fonctions a été accordée, sur sa demande à M. *Joseph Hess*, professeur à l'Athénée de Luxembourg, avec faculté de faire valoir ses droits à la pension.

Monsieur *Hess* a été nommé professeur honoraire de l'Athénée de Luxembourg. — 20 janvier 1954.

Avis. — Greffiers. — Par arrêté grand-ducal du 11 janvier 1954 Monsieur *Eugène Wagner*, greffier adjoint à la Justice de paix du canton de Luxembourg, a été nommé greffier de la même Justice de paix.

— 13 janvier 1954.

11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
LATION.										
943 47	11.596 75	2332.794 11	5.169.495 17	3500.000 —	123 16	147.393 10	—	3.647.516 26	1521.978 91	—
1.895 74	6.325 50	187.326 11	810.528 60	545.000 —	247 49	21.814 51	43.124 48	610.186 48	219.454 94	19.112 82
1.716 90	—	2794.648 18	7.110.840 32	6380.000 —	224 11	169.695 94	86.240 06	6.636.160 11	771.682 57	297.002 36
2.162 18	20.030 75	349.625 63	876.223 10	690.000 —	282 25	20.382 87	—	710.665 12	208.803 01	43.245 03
3.097 45	—	121.549 51	517.412 91	500.000 —	404 34	15.762 19	51.947 10	568.113 63	72.662 55	123.363 27
461 03	—	181.901 73	585.456 65	360.000 —	60 18	18.173 72	215.128 64	593 362 54	180.608 83	188.514 72
1.953 07	—	434.756 10	1.248.472 86	1145.000 —	254 96	23.710 60	213.065 04	1.382.030 60	78.843 87	212.401 61
1.853 55	—	112.965 47	449.707 10	360.000 —	241 97	14.744 28	25.827 09	400.813 34	111.330 27	62.436 51
714 22	—	299.090 67	809.397 60	1060.000 —	93 23	18.139 68	87.141 86	1.165.374 77	136.759 64	492.736 81
328 76	4.217 —	62 63	77.525 48	80.000 —	42 92	2.738 05	4.344 62	87.125 59	—	9.600 11
3.336 10	—	491.451 59	1.052.668 14	1020.000 —	435 52	17.610 12	9.200 10	1.047.245 74	100.417 38	94.994 98
2.356 14	—	69.021 51	509.076 17	479.000 —	307 56	20.473 68	245 951 43	745.732 67	60.604 14	297.260 63
722 39	—	113.458 24	463.058 05	380.000 —	94 31	15.062 92	69.909 77	465.067 —	78.771 55	80.780 50
21541 —	42.170 —	7488.651 48	19679.862 16	16.499.000	2.812 —	505.701 66	105188019	18059.393 85	3541.917 66	1921.449 35

Ainsi fait et arrêté en exécution des articles 1 et 6 de l'ordonnance de la Députation des Etats, du 22 novembre 1825, pour être porté à la connaissance des Administrations communales.

Luxembourg, le 28 décembre 1953.

Le Ministre de l'Intérieur,
Pierre Frieden.

Avis. — Journal Officiel de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.).

L'édition du 13 janvier 1954, 3^e année, N° 1, contient les dispositions suivantes :

HAUTE AUTORITÉ.

Décisions.

Décision N° 1-54 du 7 janvier 1954 modifiant la décision N° 30-53 du 2 mai 1953 relative aux pratiques interdites par l'article 60 § 1 du Traité dans le marché commun du charbon et de l'acier.

Décision N° 2-54 du 7 janvier 1954 modifiant la décision N° 31-53 du 2 mai 1953 relative aux conditions de publicité des barèmes de prix et conditions de vente pratiqués dans les entreprises des industries de l'acier.

Décision N° 3-54 du 7 janvier 1954 relative aux informations à produire par les entreprises des industries de l'acier sur l'application de leurs barèmes.

Communications.

Communication de la Haute Autorité sur l'application de l'article 60 (7 janvier 1954).

Communication relative aux modes de cotation et aux coûts de transports dans les ventes d'acier (7 janvier 1954).

**Avis. — Emprunt de la Société Anonyme des Chemins de Fer et Minières
Prince Henri 4% de 1909.**

Le tirage au sort des obligations de l'Emprunt de la Société Anonyme des Chemins de Fer et Minières Prince Henri 4% de 1909, remboursables le 1^{er} mars 1954 par fr. nom. 69.000,—, a donné le résultat suivant :

138 obligations à 500 fr. remboursables par 625,— fr.

26	947	1943	3147	4438	5837	6660	8549	9875	10880
123	1042	2075	3186	4517	5908	6700	8599	9932	11062
128	1085	2382	3323	4838	6098	6826	8654	10009	11225
181	1148	2395	3403	4889	6150	6847	8772	10041	11288
331	1172	2472	3568	4913	6177	6860	8825	10151	11295
346	1246	2501	3709	4938	6212	6963	8878	10205	11456
441	1322	2714	3842	4962	6292	7087	9045	10221	11544
492	1499	2809	3886	5003	6295	8088	9079	10436	11549
609	1507	2819	3933	5144	6349	8324	9126	10635	11617
690	1660	2821	3962	5220	6392	8398	9228	10636	11707
724	1855	2879	3970	5662	6429	8455	9319	10640	11728
777	1890	2991	4152	5789	6436	8494	9393	10826	11794
851	1899	3002	4231	5796	6499	8497	9509	10870	11960
927	1928	3003	4423	5812	6547	8518	9844		

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

624 (4)	3032 (4)	4319 (4)	5320 (4)	5901 (1)	6085 (4)	9404 (1)
642 (4)	3986 (2)	5071 (4)	5481 (4)	5973 (3)	7084 (4)	10858 (2)

Echéance et montant net à rembourser:

1° Echéance: 1.3.48	} remboursables par 625,— francs.
2° Echéance : 1.3.49	
3° Echéance : 1.3.52	
4° Echéance: 1.3.53	

Les titres sortis au tirage le 1^{er} mars 1954 sont remboursés par francs 625,—.

Le service financier des emprunts Prince Henri est garanti :

1° à *Luxembourg* :

- a) par la Banque Générale,
- b) par la Banque Internationale ;

2° en *Belgique* :

par la Banque de Bruxelles.

Tous les titres remboursables doivent être munis du certificat d'identification luxembourgeois.

— 19 janvier 1954.

Avis. — Emprunt grand-ducal 4% 1946 (II^e tranche). — Rectification. — L'avis susmentionné publié au *Mémorial* N° 72 du 3 décembre 1953, page 1368, mentionne erronément sub Litt. B le numéro 18283 au lieu de 18263 et à la page 1369 sub Litt. B le numéro 142270 (2) au lieu de 14270 (2). — 19 janv. 1954.

Imprimerie de la Cour Victor Buck, S. à r. l., Luxembourg.